

Les faits marquants de la Plateforme mondiale: Mardi, 14 mai 2019

A la deuxième journée des préparatifs de l'édition 2019 de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (GP2019), les participants se sont réunis dans divers forums et réunions autour du site principal du Centre international de conférences de Genève (CICG).

La quatrième Conférence mondiale sur la reconstruction (CMR4) au CICG, la deuxième Conférence d'alerte précoce sur les dangers multiples (MHEWC-II) à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Forum sur la science et la politique au Palais des Nations, ont tous entamé leur deuxième et dernière journée de discussions menant à la GP2019.

Les autres manifestations associées aux préparatifs de la GP2019, mardi, ont été une réunion des autorités locales, une session interactive avec des parlementaires et plusieurs consultations de groupes régionaux et de la société civile.

Conférence mondiale sur la reconstruction

Au cours de la plénière du matin, les participants ont parlé des risques posés et des opportunités offertes par la pratique de l'inclusion par opposition à l'exclusion. Seize sessions thématiques distinctes, portant sur divers aspects de la reconstruction inclusive, ont eu lieu au cours de la journée et la séance plénière de clôture a traité de l'inclusion en tant que droit pour tous. Ce bulletin présente des comptes rendus des séances plénières et de deux des séances thématiques.

Séance plénière sur l'inclusion par rapport à l'exclusion: La modératrice, Margaret Arnold, du Groupe de la Banque mondiale, a présenté le sujet.

Babagana Umara Zulum, Gouverneur de l'État de Borno au Nigéria, a souligné que l'exclusion était une des causes fondamentales de la crise de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria, et a déclaré que les communautés devraient être à la fois les acteurs et les bénéficiaires essentiels du relèvement de la région.

Kiyoshi Murakami, de la Ville de Rikuzentakata au Japon, a évoqué le plan de reconstruction inclusif de sa ville mis en place suite au tsunami de 2011, soulignant que l'accent placé sur l'inclusion avait été inspiré par « la philosophie des Objectifs de développement durable (ODD) ».

Mino Ramarosan, Commission Huairou, a exhorté les groupes de Femmes de la base à participer à la préparation aux catastrophes et à leur relèvement, soulignant la nécessité de tirer parti de leur expertise unique et de répondre à leurs besoins.

Pablo Suarez, Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a animé un atelier interactif avec le public, au cours duquel les participants se sont répartis en petits groupes pour discuter des obstacles et des opportunités en matière de réduction des risques de catastrophe, avant de rédiger des questions à l'intention des conférenciers.

Les intervenants ont répondu aux questions concernant la manière d'élaborer un plan de reconstruction inclusif. Charlotte V. McClain-Nhlapo, Groupe de la Banque mondiale, a résumé les différents exposés et a clôturé la session.



Séance thématique: Reconstruire en mieux (RM) et relèvement inclusif pour les petits États insulaires: Les conférenciers des îles des Caraïbes et du Pacifique ont souligné que leurs pays étaient non seulement les plus vulnérables aux aléas naturels, mais qu'ils étaient également en première ligne du dérèglement climatique. Les conférenciers ont présenté leurs réponses au rapport de la Banque mondiale, publié en 2018, intitulé: « Reconstruire en mieux: Réaliser la résilience à travers une reconstruction post-catastrophe plus forte, plus rapide et plus inclusive ». Un intervenant a souligné que l'expression « Reconstruire en mieux » (RM) devrait être examinée plus profondément, en tenant compte des caractéristiques spécifiques des Petits États insulaires en développement (PEID), tels que les environnements à risques multiples, qui peuvent nécessiter des compromis entre les trois objectifs consistant à construire de manière « plus forte », « plus rapide » et plus « inclusive ». Un autre intervenant a souligné que RM doit être adopté plutôt à titre préventif que comme une riposte après une catastrophe. D'autres participants ont souligné les difficultés rencontrées pour traduire RM en termes concrets, en travaillant avec des gouvernements et des ONG ayant des capacités limitées ou lorsque des femmes de la base communautaire sont exclues du processus de reconstruction. Des participants ont également parlé des difficultés pour aider les plus vulnérables, lorsqu'on travaille dans le cadre de législations obsolètes en matière de régime foncier ou de logement.

Séance thématique: Comment des données ventilées peuvent-elles soutenir l'inclusion?: Des orateurs d'organisations internationales, d'ONG, d'Inde et de la région du Pacifique ont convenu qu'à moins que les opérations de prévention des catastrophes et de secours soient en mesure de comprendre « la forme d'un problème » au moyen de données, elles ne sauraient savoir ni par où commencer, ni si des progrès sont accomplis. Plusieurs intervenants ont évoqué la nécessité de collecter des données ventilées avant que les crises ne se produisent, afin de garantir l'efficacité des efforts de relèvement, les données collectées dans des situations d'urgence étant sans doute moins fiables. La discussion a reconnu les obstacles méthodologiques posés à la prise en



(G à D) L'Ambassadeur **Léonard Emile Ognimba**, Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP); **Asako Okai**, Secrétaire général adjoint, Programme des Nations Unies pour le développement; **Bernice Van Bronkhorst**, Groupe de la Banque mondiale; et **Ricardo Mena**, ONU-RRC

compte des populations marginalisées dans la collecte de données, tels que la nécessité d'investir du temps et de l'expertise dans l'identification des bonnes catégories de données et de prendre en ligne de compte les inégalités et les vulnérabilités spécifiques au contexte. Un orateur a présenté le programme de réduction des risques de handicap mis en place en 2016 à Kerala, en Inde, qui avait permis d'éviter le décès de personnes handicapées lors des inondations de 2018 dans la région.

Séance plénière de clôture: A la séance plénière de clôture sur l'inclusion en tant que droit pour tous, la modératrice, Maitreyi Bordia Das, Groupe de la Banque mondiale, a fait remarquer que la CMR4 n'a pas consisté uniquement en des sessions formelles, mais également en des échanges d'idées informels.

Alexandra Ocles, Ministre équatorienne chargée de la gestion des risques de catastrophe, a décrit les différentes politiques mises en place dans son pays pour garantir les droits de toutes les personnes touchées par une catastrophe, citant des plans d'urgence diffusés dans les langues autochtones.

Asif Saleh, BRAC International, Bangladesh, a déclaré que son pays a considérablement amélioré sa préparation aux catastrophes, faisant passer le nombre de victimes de cyclones de 350 000 en 1970 à 191 en 2009. Il a attribué cette amélioration, en partie, au rôle joué par les ONG pour créer des passerelles entre gouvernements et communautés.



Fatou Sow Sarr, Université de Dakar, Sénégal

Fatou Sow Sarr, Université de Dakar, Sénégal, a mis en garde contre des politiques de riposte aux catastrophes qui aggravent les inégalités existantes, en ignorant, par exemple, les points de vues des femmes et des personnes handicapées.

Toshizo Ido, préfecture de Hyogo au Japon, a évoqué l'impact inégal des séismes sur les personnes âgées et les personnes handicapées, et a souligné plusieurs politiques mises en œuvre au Japon pour les aider en cas d'évacuation. Les conférenciers ont ensuite répondu à des questions de l'auditoire sur la création de relations efficaces avec les communautés et l'élimination des obstacles culturels ou comportementaux posés à la fourniture des secours en cas de catastrophe.

Bernice Van Bronkhorst, Groupe de la Banque mondiale, a signalé que plus de 2 000 participants avaient assisté à la Conférence. Elle s'est félicitée des « perspectives nuancées » sur les goulots d'étranglement et sur les bonnes pratiques pour un relèvement inclusif qui ont émergé des sessions.

Dans son allocution de clôture, Asako Okai, Sous-secrétaire général chargé du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a souligné qu'il est « nécessaire de faire en sorte que l'inclusion dépasse le symbolisme », en investissant par exemple dans des organisations communautaires. Leonard Emile Ognimba, Secrétaire général adjoint du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a pris acte des engagements positifs pris tout au long de la Conférence en faveur de l'objectif de la résilience inclusive. S'exprimant au nom de Mami Mizutori, Ricardo Mena, représentant des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (ONU-RRC), Représentant spécial du Secrétaire général pour la RRC, a réitéré que l'investissement dans l'inclusion doit être un effort multiforme à long terme. Van Bronkhorst a ensuite annoncé la publication d'un communiqué conjoint des organisateurs, à savoir, la Banque mondiale, le PNUD, l'ONU-RRC et la Commission européenne, sur les principaux résultats de la Conférence.

Conférence sur l'Alerte précoce multidangers

La deuxième journée de la MHEWC-II s'est poursuivie par une série de tables rondes et une séance plénière de clôture à la fin de la journée.

Rendre les systèmes d'alerte précoce (SAP) multirisques: Les conférenciers d'Indonésie, du Chili et de plusieurs autres organisations ont souligné la grande importance d'une bonne communication interinstitutionnelle et entre les institutions et le public. Plusieurs intervenants ont souligné que la communication publique devait être simple et utilisable, et éviter toute confusion éventuelle, permettant ainsi de sauver davantage de vies. Certains ont mentionné que l'adhésion du gouvernement et son soutien au SAP sont la clé du succès, ajoutant que ces systèmes doivent être innovants et bien



(G à D) **Denis Chang Seng**, Commission océanographique intergouvernementale (COI); **Guillermo Navarro**, Organisation météorologique mondiale (OMM), Chili; **Pascal Peduzzi**, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); **Dwikorita Karnawati**, Climatologie et Agence géophysique, Indonésie; **Michel Jean**, OMM; **Delia Arnold**, Aristotle ENHSP; **Charlotte Norman**, Organisation nationale de gestion des catastrophes, Ghana; et **Bapon Fakhruddin**, Recherche intégrée sur les risques de catastrophe

entretenus pour pouvoir faire face aux catastrophes futures. Deux conférenciers d'organisations intergouvernementales ont souligné que le développement du système d'alerte précoce doit prendre en compte la possibilité d'impacts en cascade des risques.

Les conférenciers ont énuméré quelques défis à relever pour rendre les SAP multirisques: Résoudre les contraintes financières et en ressources humaines ; mettre l'accent sur l'innovation technologique par rapport à l'innovation sociale et au savoir traditionnel ; et résoudre le manque d'investissement dans le matériel d'observation.

Un conférencier de l'Indonésie a déclaré que l'un des pièges posé à la transition vers un système d'alerte précoce multirisques, était la confusion potentielle et le manque de confiance de la part du public. Par exemple, a-t-elle expliqué, un citoyen pourrait recevoir des avertissements du SAP concernant les impacts du raz-de-marée et du tsunami et être laissé ensuite à se demander à quel message il doit réagir et quelles mesures il doit prendre. Plusieurs conférenciers ont conclu qu'il était essentiel de « bien communiquer » pour passer à une approche multirisques.

Mesurer l'efficacité du MHEWS: Laouan Magagi, Ministre nigérien de l'aide humanitaire et de la gestion des risques de catastrophe, a présenté une déclaration liminaire sur la mesure de l'efficacité du MHEWS et a particulièrement insisté sur le retour sur investissement de la mise en œuvre d'un tel système. Au Niger, a-t-il déclaré, les inondations sont en train de devenir courantes en plus des épisodes de sécheresse réguliers et le SAP est largement axé sur les agriculteurs. Magagi a indiqué qu'avec un serveur Web intégré, le secteur agricole peut augmenter son potentiel de gains grâce à une meilleure planification des risques. Des intervenants de la République démocratique du Congo, du Népal et d'institutions financières internationales ont appuyé ces déclarations sur les économies de coûts, en calculant le retour sur investissement du SAP. Beaucoup ont affirmé qu'il était nécessaire que le gouvernement adhère au SAP pour le financement et la réussite de ces systèmes.

Gouvernance des MHEWS: Cette table ronde a rassemblé de nombreux représentants des gouvernements nationaux et régionaux qui ont réitéré le besoin d'une coordination et d'une collaboration accrues entre les institutions et le public, les universités et les différents acteurs. Les conférenciers ont rappelé aux participants que le message devait être simple et pertinent et que les destinataires devaient pouvoir comprendre quelle action on attend d'eux.

Dwikorita Karnawati, Indonésie, a souligné l'importance du décret du gouvernement national visant à mieux impliquer toutes les institutions dans la coordination du SAP et a annoncé

un décret qui va être bientôt signé plutôt sur le MHEWS que sur un simple SAP sur le tsunami. Alher Wariou Fatiman, Niger, a parlé de la valeur des systèmes d'alerte et des savoirs traditionnels communautaires et de la nécessité de les intégrer dans la planification du SAP par les gouvernements locaux et nationaux. Fatiman a souligné l'implication cruciale des femmes vu que c'est souvent elles qui font face aux risques et qui les gèrent, affirmant que ces systèmes doivent impérativement prendre en compte le rôle des femmes et des savoirs traditionnels pour réussir.

La dernière discussion a porté sur la désignation des installations critiques, afin que le public reçoive en temps opportun l'information concernant les risques. Les conférenciers ont déclaré que la gouvernance et la coordination sont importantes, mais qu'on y doit faire preuve de souplesse, car chaque danger est différent et a des impacts disparates.

A la séance de clôture de la Conférence, les modérateurs ont présenté les leçons apprises et les points saillants de chaque groupe de discussion. Ania Gro-bicki, Fonds vert pour le climat, a réitéré l'importance de la participation communautaire pour « transformer le dernier kilomètre en un premier kilomètre ». Elle a demandé aux participants de soutenir la reconstitution du Fonds afin de pouvoir continuer à financer les SAP et les Plans nationaux d'adaptation au dérèglement climatique. Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, a détaillé son intention d'accroître l'importance des Systèmes d'alerte précoce lors des futures réunions sur le climat et du prochain Congrès de l'OMM, soulignant ce n'est pas « la fin de l'histoire » sur les Systèmes d'alerte précoce, car elle est cruciale pour l'adaptation au climat.

Forum scientifique et politique

Au deuxième jour du Forum sur la science et la politique, deux tables rondes ont eu lieu et le Forum s'est achevé à midi.

Technologie pour la réduction des risques de catastrophe: Katja Samuel, fondatrice et directrice de *Global Security and Disaster Management Limited*, a modéré la séance. Les participants ont examiné les énormes possibilités offertes par la technologie, mais également les vulnérabilités créées par les nouvelles technologies et la dépendance croissante de la société à leur égard. L'Union internationale des télécommunications a cité, comme exemple, que 20% seulement des déchets électroniques étaient traités de manière appropriée et a appelé à la transition vers une économie circulaire dans laquelle « l'exploitation minière urbaine » permettrait de récupérer les minéraux et les matériaux nécessaires.



Katja Samuel, Global Security and Disaster Management Ltd, a modéré la session

Les intervenants ont parlé du rôle des plateformes pour combler le fossé entre les différentes communautés de recherche et développement engagées dans les systèmes de cartographie et d'observation de la Terre, et pour réunir les institutions de RRC et les développeurs de technologies. Ils ont estimé que, bien que la technologie puisse être utilisée pour promouvoir la résilience, des technologies spécifiques, telles que les téléphones portables ou les systèmes de paiement électronique, ne sont pas nécessairement conçues pour être résilientes. Un conférencier a cité l'exemple d'un incendie dans un bâtiment à Séoul, en République de Corée, qui avait provoqué de graves perturbations sur des réseaux informatiques et une défaillance de la sécurité électronique et des systèmes de paiement en ligne.

Répondant aux questions des participants, les intervenants ont souligné que l'inégalité mondiale en matière d'utilisation des technologies numériques est un problème important à régler. Un orateur a évoqué la possibilité d'utiliser les capacités numériques pour quantifier la valeur de l'infrastructure publique pour les entreprises, suggérant que cela ouvre la possibilité de « personnaliser le risque » et incite ainsi le financement du secteur privé à moderniser l'infrastructure publique.

Science et technologie pour la résilience - Vers des sociétés durables et inclusives: Shuaib Lwasa, World Resources Institute, a présidé la session et Andrew Revkin, National Geographic Society, a modéré les discussions.

Les orateurs ont évoqué des exemples d'actions nationales, notamment le projet de recherche multidisciplinaire de Cuba qui évaluait la vulnérabilité des zones côtières et la plateforme nationale japonaise pour la RRC.

América Santos Riveras, Vice-ministre de la Science et de la Technologie de Cuba, a décrit l'évolution de la politique de RRC dans son pays, commençant par des plans de gestion des catastrophes, puis passant à la RRC en 2005 et, depuis 2015, à l'évaluation des risques futurs. Les mesures politiques, a-t-elle déclaré, ont notamment consisté à interdire la construction de nouveaux bâtiments dans des zones très vulnérables et à reboiser « au maximum » pour protéger les ressources en sol et en eau.

Toshio Koike, Directeur du Centre international de gestion des risques liés à l'eau, a présenté la Plateforme nationale japonaise pour la RRC, qui relie le gouvernement local, les entreprises, l'industrie et la société civile, précisant que la Plateforme est présidée par le Premier Ministre.

D'autres intervenants ont souligné la nécessité de relier chaque étape de l'action de RRC à la suivante, afin d'éviter tout échec de la mise en œuvre, et de mettre à jour et d'appliquer des normes de construction sûres dans les pays en développement.

En conclusion de la session, les orateurs ont convenu de la nécessité d'améliorer l'efficacité du dialogue entre science et politique.



Stands présentant le défi d'une conception de maison résiliente, dans la zone d'exposition du CIGG